

# Débat d'orientation budgétaire 2018 3CBO

Conseil Communautaire du 14 février 2018

# Introduction

## rappels réglementaires :



- Le Débat d'Orientation Budgétaire (ou DOB) est un mécanisme suscitant la réflexion et la discussion autour de la stratégie financière d'une collectivité ou d'un établissement public. Il se présente la plupart du temps comme un exposé suivi d'un débat lors d'un Conseil Communautaire.
- Obligatoire dans les établissements publics de coopération intercommunale comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'absence de DOB constitue un vice de nature à entacher d'illégalité la délibération approuvant le budget primitif.
- Ce débat doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif et ne peut être organisé dans la même séance que ce dernier. Il n'a pas de caractère décisionnel mais doit tout de même faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat soit assuré du respect des textes en vigueur.

Le DOB présente les choix budgétaires en matière de nouveaux services, de moyens de gestion, d'investissements, de fiscalité et d'endettement. Son contenu est libre tout en respectant les objectifs suivants :

- Discuter des orientations budgétaires impliquées par les priorités du futur budget ;
- Etre informé de l'évolution de la stratégie financière de la 3CBO ;
- Donner aux délégués la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière ainsi que sur les priorités de la 3CBO.

# SOMMAIRE

## I - Aperçu de l'environnement économique

- A) Le contexte macro économique :
- B) Les dispositions nouvelles de la loi de programmation des Finances publiques (LPFP) 2018 -2022 et de la Loi de Finances 2018 et ses impacts pour les collectivités :

## II - Bilan de l'année 2017

- A) Présentation des résultats 2017 :
- B) Bilan 2017 des principaux services :

## III - La situation financière de la 3CBO et les orientations budgétaires pour 2018 :

- A) Proposition du budget de fonctionnement 2018 de la 3CBO :
- B) Epargne brute prévisionnelle 2018 :
- C) Proposition du budget d'investissement 2018 de la 3CBO :

# I - Aperçu de l'environnement économique



## A) Le contexte macro économique :

Le budget du gouvernement prévoit un scénario macroéconomique plutôt favorable avec un taux de croissance de 1,7 %, un taux prévisionnel d'inflation de 1 % hors tabac, des taux d'intérêt qui amorceraient une remontée encore limitée en 2018.

- Un taux de croissance de 1,7 %

C'est une prévision plus importante que celle de la loi de finances de 2017 qui retenait une hausse de 1,5 % pour 2017 (corrigée en cours d'année à 1,7 %). Ce scénario se base sur une accélération de la demande mondiale (+ 4 %), comme celle de 2017. Les exportations auraient également une croissance en augmentation. Le pouvoir d'achat serait dynamique en 2018 en augmentant de 1,4 %, ce qui se traduirait dans l'évolution de la consommation.

- Des taux d'intérêt en hausse

Cette évolution est marquée jusqu'en 2022 et pèsera sur le coût de la dette de L'État. La prévision de remontée reste cependant encore mesurée en 2018.

## Suite du contexte macro économique :

- Un taux d'inflation de 1 % repartant à la hausse mais restant relativement modéré et qui permet des évolutions positives de recettes de TVA de L'État.
- Un marché de l'emploi dynamique qui devrait croître (selon le projet de loi de finances) avec + 270 000 postes supplémentaires en moyenne annuelle d'ici 2022.
- Ce scénario de reprise repose notamment sur un maintien du prix du pétrole, le dynamisme des exportations françaises et le dynamisme de la consommation intérieure.
- Basé sur ce scénario, l'État vise une réduction du déficit des comptes publics par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB).
- L'objectif de l'État est de réduire ce déficit à 2,6 % du PIB en 2018. L'objectif d'ici 2022 est d'être à 0,2 % du PIB de déficit public total. Pour cela, l'encours de dette des collectivités devra se réduire de près de 30 %.

## **B) Les dispositions nouvelles de la loi de programmation des Finances publiques (LPFP) 2018 - 2022 et de la Loi de Finances 2018 et ses impacts pour les collectivités :**

- Stratégie financière: la réduction du déficit public sous la barre de 3% du PIB ;
- Participation des collectivités locales au redressement des comptes publics : encadrement de la dépense et non plus une baisse de la DGF ;
- Croissance-cible des dépenses de fonctionnement (1,2 % par an inflation comprise) restera une contrainte pour de nombreuses collectivités ;
- Dispositions qui contribueront à réduire les moyens financiers des Collectivités : réduction de la DC RTP, prélèvement sur les fonds de roulement des agences de l'eau, réaffectation d'une partie des ressources de l'ADEME...

## Suite des dispositions nouvelles de la loi de programmation des Finances publiques (LPFP) 2018 - 2022 et de la Loi de Finances 2018 et ses impacts pour les collectivités

- Objectif de réduction sur la période 2018-2022 de 13 milliards de besoin de financement « des grandes collectivités » ;
- Objectif de désendettement des collectivités : Mise en place d'un plafond national de référence (budget principal et budgets annexes inclus) d'endettement fixé à 11/13 années pour les communes de 10 000 habitants et plus. En cas de dépassement, un rapport spécial sur les perspectives pluriannuelles sera présenté à l'assemblée délibérante et devra prévoir les mesures à prendre pour respecter ce plafond ;
- Exonération de la taxe d'habitation sur la résidence principale pour 80% des foyers à échéance 2020. Le coût de cette mesure pour les collectivités sera pris en charge par l'Etat sous forme d'un dégrèvement calculé sur la base des taux et des abattements en vigueur en 2017. Les hausses ultérieures resteront à la charge des ménages ;
- Le FPIC est reconduit à hauteur de 1 milliard en 2018.



## II - Bilan de l'année 2017

### A) Présentation des résultats 2017 :

- Présentation des dépenses et des recettes de fonctionnement ;
  - Présentation des dépenses et des recettes d'investissement ;
- Détail des principales dépenses et recettes d'investissement 2017 ;  
Bilan financier de la 3CBO en 2017.

### B) Bilan 2017 des principaux services :

- Service Ordures ménagères ;
- Service Enfance-Jeunesse ;
- Piscine Courtenay ;
- Piscine Château-Renard.

# A) Présentation des résultats 2017 - Dépenses de fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT   Dépenses	BP + DM 2017	CA 2017
Dépenses par chapitre		
.011. Charges à caractère général	3 287 006,00 €	2 810 808,53 €
.012. Charges de personnel et frais assimilés	2 350 000,00 €	2 228 929,68 €
.014. Atténuations de produits	3 353 113,00 €	3 241 111,00 €
.65. Autres charges de gestion courante	1 052 000,00 €	1 000 175,12 €
<b>(a) TOTAL DES DEPENSES DE GESTION DES SERVICES</b>	<b>10 042 119,00 €</b>	<b>9 281 024,33 €</b>
.66. Charges financières	196 000,00 €	126 489,57 €
.67. Charges exceptionnelles	4 000,00 €	3,85 €
.68. Dotations aux amortissements et aux provisions	50 000,00 €	50 000,00 €
.022. Dépenses imprévues (fonctionnement)	337 890,78 €	- €
<b>(b) TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a+66+67+68+022)</b>	<b>10 630 009,78 €</b>	<b>9 457 517,75 €</b>
.042. Opérations d'ordre de transfert entre sections	612 811,52 €	617 087,20 €
.043. Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement	- €	- €
<b>(c) TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE 042+043)</b>	<b>612 811,52 €</b>	<b>617 087,20 €</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (b+c)</b>	<b>11 242 821,30 €</b>	<b>10 074 604,95 €</b>

# Présentation des résultats 2017 - Recettes de fonctionnement:

SECTION DE FONCTIONNEMENT   Recettes	BP + DM 2017	CA 2017
<b>Recettes par chapitre et article</b>		
.013. Atténuations de charges	- €	34 751,13 €
.70. Produits des services, du domaine et ventes diverses	387 950,00 €	443 118,02 €
.73. Impôts et taxes	7 350 473,00 €	7 655 450,00 €
.74. Dotations, subventions et participations	2 617 021,00 €	2 634 113,58 €
.75. Autres produits de gestion courante		
<b>(a) TOTAL DES RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b>	<b>10 355 444,00 €</b>	<b>10 767 432,73 €</b>
.77. Produits exceptionnels		27 618,02 €
<b>(b) TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (a+76+77)</b>	<b>10 355 444,00 €</b>	<b>10 795 050,75 €</b>
.042. Opérations d'ordre de transfert entre sections	133 055,08 €	96 152,49 €
.043. Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement	- €	- €
<b>(c) TOTAL DES RECETTES D'ORDRE (042+043)</b>	<b>133 055,08 €</b>	<b>96 152,49 €</b>
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT (b+c)</b>	<b>10 468 499,08 €</b>	<b>10 891 203,24 €</b>
Pour information : R002 Excédent de fonctionnement reporté de 2016	1 870 417,86 €	1 870 417,86 €
<b>TOTAL CUMULE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>12 338 916,94 €</b>	<b>12 761 621,10 €</b>

# Présentation des résultats 2017 - Dépenses d'investissement:

SECTION D'INVESTISSEMENT   Dépenses	BP + DM 2017	CA 2017
.20. Immobilisations incorporelles	441 740,00 €	14 057,80 €
.204. Charges de personnel et frais assimilés	30 000,00 €	3 000,00 €
.21. Immobilisations corporelles	944 410,00 €	159 608,33 €
.23. Immobilisations en cours	5 894 000,00 €	4 586 577,44 €
<b>(a) TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>	<b>7 310 150,00 €</b>	<b>4 763 243,57 €</b>
.16. Emprunts et dettes assimilées	472 000,00 €	447 623,45 €
.27. Autres immobilisations financières	166 000,00 €	142 000,00 €
.020. Dépenses imprévues (investissement)	600 864,08 €	
<b>(b) TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES</b>	<b>1 238 864,08 €</b>	<b>589 623,45 €</b>
<b>(c) Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>(d) TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT (a+b+c)</b>	<b>8 549 014,08 €</b>	<b>5 352 867,02 €</b>
.040. Opérations d'ordre de transfert entre sections	113 055,08 €	96 152,49 €
.041. Opérations patrimoniales	60 000,00 €	26 834,89 €
<b>(e) TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (040+041)</b>	<b>173 055,08 €</b>	<b>122 987,38 €</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 722 069,16 €</b>	<b>5 475 854,40 €</b>

## Détail des principales dépenses d'investissement 2017 :

- Construction Piscine de Château-Renard : 1 721 147,88 € mandaté en 2017 (660 670,93 € en RAR 2017) ;
- Construction Maison de Santé Pluridisciplinaire : 469 087,60 € mandaté en 2017 (509 029,01 € en RAR 2017) ;
- Réhabilitation Piscine de Courtenay : 1 961 623,02 € mandaté en 2017 ;
- Marchés construction d'un hangar pour stationnement et contrôle des déchèteries (OM): 400 262,80 € mandaté en 2017 ;
- Solde de la micro-crèche à la Selle sur le Bied : 32 728,14 € mandaté en 2017 ;
- Achat des terrains (ZAE du Luteau) à la commune de Courtenay : 142 000 € mandaté en 2017 ;
- Remboursement du capital de la dette en 2017 : 469 623,45 € (budget principal : 447 623,45 € et budget annexe Pense-Folie : 22 000 €)

# Présentation des résultats 2017- Recettes d'investissement:

SECTION D'INVESTISSEMENT   Recettes	BP + DM 2017	CA 2017
.13. Subventions d'investissement	3 099 382,00 €	627 021,44 €
.16. Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	332 000,00 €	300 000,00 €
.23. Immobilisations en cours		49 892,00 €
<b>(a) TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT</b>	<b>3 431 382,00 €</b>	<b>976 913,44 €</b>
.10. Dotations, fonds divers et réserves	1 222 536,66 €	1 454 746,66 €
.024. Produits des cessions	46 000,00 €	- €
<b>(b) Total des recettes financières</b>	<b>1 268 536,66 €</b>	<b>1 454 746,66 €</b>
<b>(c) Total des recettes pour compte de tiers</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>(d) TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT (a+b+c)</b>	<b>4 699 918,66 €</b>	<b>2 431 660,10 €</b>
.021. Virement à la section de fonctionnement	1 096 095,64 €	- €
.040. Opérations d'ordre de transfert entre sections	612 811,52 €	617 087,20 €
Total des prélèvements provenant de la section de fonctionnement (021+040)	1 708 907,16 €	617 087,20 €
.041. Opérations patrimoniales	60 000,00 €	26 834,89 €
<b>(e) TOTAL DES RECETTES D'ORDRE (021+040+041)</b>	<b>1 768 907,16 €</b>	<b>643 922,09 €</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT (d+e)</b>	<b>6 468 825,82 €</b>	<b>3 075 582,19 €</b>
Pour information : R001 Excédent d'investissement reporté de 2016	2 253 243,34 €	2 253 243,34 €
<b>TOTAL CUMULE DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>8 722 069,16 €</b>	<b>5 328 825,53 €</b>

# Détail des principales recettes d'investissement 2017 :

- Principales subventions d'investissement touchées en 2017 :
  - 1<sup>er</sup> acompte de l'Etat (FSIL) pour la MSP : 34 290,44 € ;
  - 1<sup>er</sup> acompte de la Région pour la MSP : 4 596 € ;
  - Solde de la Région pour la piscine de Château-Renard : 150 000 € ;
  - 2<sup>ème</sup> acompte du Département pour la piscine de Château-Renard : 100 000 € ;
  - Participation de la commune de Château-Renard pour la piscine de Château-Renard : 200 000 € ;
  - Participation de la commune de Triguères pour la piscine : 7 500 € ;
  - Acompte et solde de l'Etat (DETR) pour la viabilisation du Centre Technique : 8 273 €
  - Solde de l'Etat (DETR) pour la micro-crèche de la Selle-sur-Bied : 122 362 €.
- FCTVA touché en 2017 : 1 202 210 € ;
- Emprunt de la caisse d'Epargne contracté pour la MSP : 300 000 € ;
- Pour rappel excédents de fonctionnement (1068) : 252 536,66 €.

## Bilan financier de la 3CBO en 2017 :

Epargne brute : 1 337 533,00 € (Recettes réelles - dépenses réelles) cad 10 795 050,75 - 9 457 517,75 ;

Epargne nette : 889 909,55 € (Epargne brute - remboursement capital de la dette) ;

Stock de la dette/capital restant dû au 31/12/2017 : 6 060 489,11 € (dont 5 873 489,11 € - budget principal et 187 000 € - budget annexe Pense-Folie) ;

La capacité de désendettement (CAF) : 6, 8 années ;

Remboursement du capital de la dette en 2017 :

469 623,45 € (budget principal : 447 623,45 € et budget annexe Pense-Folie : 22 000 €) en dépenses d'investissement et 133 811,85 € d'intérêts à rembourser (budget principal : 125 630,53 € et budget annexe Pense-Folie : 8 181,32 €) en dépenses de fonctionnement ;

Trésorerie au 31/12/2017 : 2 646 145,61 €.



## B) Bilan 2017 des principaux services :

### Services ordures ménagères :

Dépenses de fonctionnement	Réalisé en 2017	Recettes de fonctionnement	Réalisé en 2017
Chap 011- Charges à caractère général	996 698,15	Chap 013 - Atténuations de charges	21 734,73
Chap 012 - Charges de personnel	818 946,96	Chap 70 - Produits des services	197 517,68
Chap 65 - Autres charges de gestion courante	648 522,51	Chap 73 - Impôts et taxes	2 405 953,00
Chap 66 - Charges financières	14 094,59	Chap 74 - Dotations, subventions	251 382
<b>Total</b>	<b>2 478 262,21</b>	<b>Total</b>	<b>2 876 587,03</b>
		<b>Exédent de fonctionnement</b>	<b>398 324,82</b>
Dépenses d'investissement	Réalisé en 2017	Recettes d'investissement	Réalisé en 2017
Chap 16 - Emprunts et dettes assimilés	25 693,38		
Chap 20 - Immo incorporelles	864,00		
Chap 21 - Immo corporelles	50 126,10		
Chap 23 - Immo en cours	400 262,80		
<b>Total</b>	<b>476 946,28</b>	<b>Total</b>	<b>0,00</b>
		<b>Déficit d'investissment</b>	<b>-476 946,28</b>

## Suite Bilan 2017 des principaux services :

- Piscine Courtenay :

Dépenses de fonctionnement	Réalisé en 2017	Recettes de fonctionnement	Réalisé en 2017
Chap 011- Charges à caractère général	128 169,52	Chap 70 - Produits des services (régie)	16 864,00
Chap 012 - Charges de personnel	37 623,23		
Chap 66 - Charges financières	15 856,68	Transfert de charges commune Courtenay	140 228
<b>Total</b>	181 649,43	<b>Total</b>	157 091,91
		<b>Déficit de fonctionnement</b>	-24 557,52

## Suite Bilan 2017 des principaux services :

- Piscine Château-Renard (4 mois d'exploitation) :

Dépenses de fonctionnement	Réalisé en 2017	Recettes de fonctionnement	Réalisé en 2017
Chap 011- Charges à caractère général	72 329,17	Chap 70 - Produits des services (régie)	22 585,60
Chap 012 - Charges de personnel	62 515,01	Chap 74 - Dotations , subventions et participations (communes)	18 887,00
Chap 66 - Charges financières	18 713,96		
<b>Total</b>	153 558,14	<b>Total</b>	41 472,60
		<b>Déficit de fonctionnement</b>	-112 085,54

## III) La situation financière de la 3CBO et les orientations budgétaires pour 2018 :

### A) Proposition du budget de fonctionnement 2018 de la 3CBO :

- Dépenses de fonctionnement ;
- Recettes de fonctionnement.

### B) Epargne brute prévisionnelle 2018 :

### C) Proposition du budget d'investissement 2018 de la 3CBO :

- Liste des principaux RAR Dépenses en 2017 ;
- Projets identifiés en 2018.

# A) Proposition du budget de fonctionnement 2018 de la 3CCO .

## Dépenses de fonctionnement : 10 107 000 €

- Charges à caractère général (011) : en progression de 12% par rapport au réalisé 2017 mais inférieures au budget 2017 en prenant en compte les charges des nouveaux services (piscine Château-Renard) et les dépenses liées aux transferts de compétences (médiathèque, Centres de loisirs, dépenses compensées par les communes) ;
- Charges de personnel (012): en progression de 16% par rapport au réalisé 2017 après prise en compte des salaires annuels du personnel piscine de Château-Renard, de la directrice du Multi-accueil de Courtenay (subventionnée à 50 %), du personnel médiathèque (compensé), de l'agent développement tourisme (subventionné à 50 %) et de l'agent office du tourisme (transfert de chapitre) ;
- Atténuation de produits (014) : en diminution par rapport à 2017 en raison de la baisse des compensations reversées suite aux divers transferts de compétences ;
- Autre charges de gestion courante (65) : en augmentation de 10% par rapport à 2017 principalement en raison de l'avance de trésorerie sur le budget annexe CIAS qui comprend la MARPA ;
- Charges financières (66) : en augmentation car reprise d'emprunt de la médiathèque (compensé).

# Suite proposition du budget de fonctionnement 2018 de la ~~SCDD~~ .

Recettes de fonctionnement : 10 595 000 €

- A ce stade de l'année il est difficile de faire une prévision mais les recettes de fiscalité devraient légèrement augmenter (+ 100 000 € de CVAE) et les dotations de l'Etat devraient se maintenir ;
- Les produits des services, du domaine et des ventes, principalement des recettes OM et les régies (piscine de Château-Renard) vont légèrement augmenter ;
- Mais il faudra tenir compte de la suppression des subventions emploi jeunes et d'avenir.

## B) Epargne brute prévisionnelle 2018 :

- Le total des dépenses réelles de fonctionnement 2018 s'élèverait à environ : 10 107 000 € ;
- Le total des recettes réelles de fonctionnement 2018 s'élèverait prudemment à : 10 595 000 € ;
- L'épargne brute prévisionnelle s'élève donc à 488 000 € ;
- Cette épargne brute ne couvre pas la charge annuelle de remboursement en capital de 2018, qui s'élèvera exceptionnellement pour cette année à 800 000 € en raison du emboursement de l'emprunt à court de 300 000 € souscrit en relais de perception TVA. Au niveau actuel de notre endettement le remboursement en capital est de 450 000 € ;
- Relevons que la structure actuelle de nos recettes et dépenses de fonctionnement ne génère pas une épargne brute suffisante pour amortir des crédits supplémentaires ce qui n'autorise pas dans ces conditions à recourir à de nouveaux emprunts;
- Trésorerie au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : 2 600 000 € ;

## C) Proposition du budget d'investissement 2018 de la 3CBO :

Les investissements principalement engagés sur les piscines de Château-Renard, de Courtenay, la MSP et les marchés de construction d'un hangar pour le stationnement des véhicules OM et le contrôle des déchèteries nécessiteront au budget 2018 l'inscription de restes à réaliser (RAR) en dépenses à hauteur de 2 004 997,89 € totalement couvertes par les subventions d'investissement également inscrites en RAR à hauteur de 2 430 663 €.

### Liste des principaux RAR Dépenses en 2017 :

- PLUI : 250 000 € ;
- Etude PLH : 30 640 € ;
- Camions OM : 400 000 € ;
- Accessibilité gymnase de Château-Renard : 10 000 € ;
- Solde piscine de Château-Renard : 660 670,93 € ;
- Solde MSP : 509 029,01 € ;
- Partie raccordement du gymnase de Courtenay : 113 258,04 €.



# Suite proposition du budget d'investissement 2018 de la 3CBO :

Une règle de bonne gestion est d'avoir en trésorerie entre 1 et 2 mois de fonctionnement soit une trésorerie de l'ordre 1 million et demi. Sur la base des estimations du budget de fonctionnement, le montant des dépenses en investissement (amortissement du capital de la dette compris) possible est de 2 millions.

Trésorerie au 1<sup>er</sup> janvier 2018: 2 600 000 € ;

Epargne Brute : 500 000 € ;

Excédent RAR : 400 000 € ;

Trésorerie disponible sur l'année 2018 : 3 500 000 € ;

Trésorerie à conserver : 1 500 000 € ;

Trésorerie disponible pour investissement et remboursement du capital : 2 000 000 €.

Remboursement du capital de l'emprunt : 750 000 € ;

Les investissements identifiés sont d'un montant d'environ 1 276 000 €.

## Projets identifiés en 2018 :

- Compléments raccordement gymnase de Courtenay : 80 000 € ;
- Eclairage interne gymnase de Courtenay : 25 000 € ;
- Rehausse clôture piscine Courtenay : 8 000 € ;
- Peinture piscine Courtenay : 8 000 € ;
- Rambarde du bassin de la piscine de Courtenay : 20 000 € ;
- Aménagements et système d'exploitation caisse piscine Courtenay : 10 000 € ;

## Suite des projets identifiés en 2018 :

- Réfection salle gymnase de Château-Renard : 210 000 € ;
- Démolition de l'ancien collège et travaux dans salle de réunion et cuisine: 200 000 €;
- Gymnase de Triguères installation stratification : 20 000 € ;
- Curage bassin de la zone de Pense-Folie : 30 000 € ;
- Aménagement magasin de stockage Chuelles : 100 000 €;
- Matériel régie espaces verts : 50 000 €;
- Premières études et frais projet micro-crèche Bazoches : 60 000 € ;
- Etudes transfert compétences eau potable et assainissement 50 000 € ;
- Avenants MSP : 30 000 € ;
- Aménagement du studio à la MSP : 5 000 € ;

## Suite des projets identifiés en 2018 :

- Achat matériels pour mettre à disposition gratuite aux communes : un broyeur, un lamier et une nacelle : 100 000 € ;
- Compteur électrique ZAE : 30 000 € ;
- Travaux peinture et rénovation médiathèque : 30 000 € ;
- Etude de faisabilité ferme solaire ZAE du Luteau : 10 000 € ;
- Prévoir un budget d'aide aux entreprises du territoire : 100 000 € ;
- Pays à vélo : 100 000 €.

# Conclusion :

- Les orientations budgétaires de 2018 permettent à la 3CBO d'assurer dans de bonnes conditions le fonctionnement des services qui devront faire face aux charges de gestion des très lourds investissements réalisés en 2017 qui ont doté le territoire d'infrastructures fondamentales dans des domaines de la petite Enfance, des sports et loisirs, de la santé et d'une façon générale de services à la population. En revanche, la structure actuelle de nos recettes et de nos dépenses de fonctionnement ne nous permet pas de recourir à de l'endettement supplémentaire.

Envoyé en préfecture le 22/02/2018  
Reçu en préfecture le 22/02/2018  
Affiché le  
ID : 045-200067668-20180214-D2018\_011-DE



Merci de votre attention